

L'Amérique veut démocratiser le monde arabe !

Al Quds Al Arabi (Londres), 13 décembre 2002 (Editorial)

<http://www.alquds.co.uk/>

Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, a présenté les objectifs de son gouvernement en matière de réformes politiques et économiques dans le monde arabe. Son discours a été l'occasion d'expliquer la nature de l'implication américaine au Moyen-Orient et les conceptions que l'Amérique entend défendre en vue de redessiner la région et, selon lui, de l'améliorer. Les idées contenues dans son discours sont une tentative de répondre aux nombreuses critiques qui accusent les Etats-Unis de préférer la coopération avec des régimes dictatoriaux et corrompus, au détriment de l'épanouissement des peuples et de leurs droits fondamentaux.

De toute évidence, l'évolution de la position américaine en vue d'encourager les réformes démocratiques ne vient pas d'une aspiration à veiller aux intérêts des peuples arabes. D'ailleurs, n'est-ce pas l'aide apportée aux régimes totalitaires et corrompus qui a favorisé la montée de l'intégrisme islamique et l'augmentation de la haine envers les Etats-Unis ? C'est en effet ce soutien qui a plongé les peuples arabes dans la misère, leur a confisqué leur liberté et qui a mené aux événements du 11 septembre 2001. Ce jour là, les Etats-Unis ont payé le prix fort, que jamais l'Occident n'avait payé jusque-là malgré toutes les guerres menées en son nom au cours des cinq derniers siècles. Les dégâts provoqués par le « raid sur Manhattan », tel que le qualifie Al Qaïda, ont déjà coûté au moins dix milles milliards de dollars à l'économie américaine. Ce n'est d'ailleurs pas une coïncidence si les pilotes-kamikazes des avions du 11 septembre sont des ressortissants des ces Etats arbitraires, dictatoriaux et corrompus, longtemps considérés pourtant comme les meilleurs alliés des Etats-Unis.

Personne ne conteste les idées démocratiques américaines et la nécessité de les appliquer dans les régions arabes par le biais d'un soutien aux organisations de la société civile. Mais le débat porte ici sur l'ampleur réelle des intentions américaines. On se demande en effet pourquoi les Américains ont choisi la période actuelle pour annoncer leurs plans de réformes pour le monde arabe, c'est-à-dire deux mois avant, ou un peu plus, le début des opérations américaines contre l'Irak ? L'administration américaine a octroyé des financements évalués à vingt-cinq millions de dollars pour soutenir le

changement démocratique dans le monde arabe, tandis qu'elle affectait au même moment une somme d'environ deux cent milliards de dollars pour la guerre contre l'Irak. Elle serait même prête à décupler ces sommes si la guerre devait se prolonger.

On croit rêver. L'administration américaine aurait donc libéré ces budgets de guerre afin de contribuer au développement de la région, d'y soutenir les libertés et de la transformer en paradis... Comme si l'administration Bush était vraiment guidée par le souhait sincère d'améliorer l'amitié arabo-américaine. Mais la guerre contre l'Irak ne sera pas menée, comme on le colporte, en raison du désir du président Bush de débarrasser l'Irak de son régime dictatorial. Il s'agit plutôt de servir les intérêts économiques américains, de dominer les ressources pétrolières et de mettre fin au monopole de l'OPEP. Les Américains ont également besoin de tester leurs armes et leurs nouveaux équipements électroniques. Il s'agit pour eux de gouverner l'économie mondiale grâce au contrôle des flux pétrolier en Irak et dans la Péninsule arabique.

Dans ces conditions, nous nous demandons sincèrement si ces idées démocratiques et réformatrices américaines ont la moindre chance d'être appliquées concrètement ? D'autant plus que les engagements des Etats-Unis ne sont pas clairement liés à une résolution juste et équilibrée du conflit arabo-israélien. Le plan de paix - « Road Map », résultat de contacts entre les Etats-Unis, l'Union Européenne, la Russie et les Nations-Unies - dont Powell parle actuellement avec enthousiasme continue à ressembler à un embryon imparfait, miné par les lacunes, dont les plus importantes sont l'ignorance de la question des réfugiés palestiniens et l'absence de définition claire des futures frontières de l'Etat palestinien et de sa capitale. Sans oublier l'absence de garanties du maintien de ces frontières, par la force, s'il le fallait, au cas où le gouvernement Sharon en contesterait les contours.

Il faut toutefois noter que le secrétaire d'Etat américain a quand même admis que le crédit apporté aux régimes arabes corrompus et répressifs, ainsi que l'abandon des peuples et de leurs droits fondamentaux, sont à ranger parmi les erreurs de la politique américaine. Reconnaître ses erreurs est une initiative fort louable, certes, mais l'abandon des vieilles pratiques et l'application concrète des réformes en sont une autre.

Traduit de l'arabe par Pierre Coopman